

Cote du document: EB 2012/LOT/G.2
Date: 5 avril 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur

Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3

Annexes

Fundación ACUA: Programme visant à renforcer la visibilité et l'esprit d'entreprise des communautés rurales d'ascendance africaine en Amérique latine	5
ICIFE: Programme d'extension du contrôle biologique de la teigne des crucifères en Afrique orientale à l'échelle d'autres pays africains	10
Stichting Oxfam Novib: Programme d'intensification de la gestion de la biodiversité par les populations en vue d'assurer la sécurité alimentaire	17
PhytoTrade Africa: Programme pour l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité par le commerce de produits biologiques	26
Université des Andes: Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine	33

Sigles et acronymes

CCT	Transfert monétaire soumis à conditions
CPP	Chargé de programme de pays
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICIFE	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes
PRONEA	Programme national de vulgarisation agricole (Mozambique)
RPAA	Ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant cinq propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 7,0 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Fundación ACUA; Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes; Stichting Oxfam Novib; PhytoTrade Africa; et Université des Andes.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Fundación ACUA: Programme visant à renforcer la visibilité et l'esprit d'entreprise des communautés rurales d'ascendance africaine en Amérique latine;
 - ii) Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE): Programme d'extension du contrôle biologique de la teigne des crucifères en Afrique orientale à l'échelle d'autres pays africains;
 - iii) Stichting Oxfam Novib: Programme d'intensification de la gestion de la biodiversité par les populations en vue d'assurer la sécurité alimentaire;
 - iv) PhytoTrade Africa: Programme pour l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité par le commerce de produits biologiques; et
 - v) Université des Andes: Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de don.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009 est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions propices, qui favorisent le développement agricole et rural, donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragées par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir une gamme de services d'appui aux populations rurales pauvres est renforcée; et d) l'assimilation des enseignements, la gestion des savoirs et la diffusion d'informations sur des thèmes liés à la réduction de la pauvreté rurale sont encouragées auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
- i) Le Programme visant à renforcer la visibilité et l'esprit d'entreprise des communautés rurales d'ascendance africaine en Amérique latine de la Fundación ACUA contribuera directement à l'obtention des résultats a), b) et d) de la politique en matière de dons. Il favorise les processus novateurs qui renforcent l'autonomie des groupes ciblés par le FIDA, encourage la concertation, fait prendre conscience des problèmes relatifs aux populations d'ascendance africaine et appuie un partage des savoirs efficace avec les acteurs clés dans le domaine du développement rural. Le programme est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 étant donné qu'il soutiendra les processus d'élaboration des politiques locales et nationales tout en assurant la participation directe et effective des populations rurales pauvres et en renforçant leurs organisations et leurs institutions.
 - ii) Le Programme d'extension du contrôle biologique de la teigne des crucifères en Afrique orientale à l'échelle d'autres pays africains de l'ICRISAT soutient la réalisation des quatre résultats de la politique du FIDA en matière de dons. Il englobe les technologies innovantes et les problèmes environnementaux (réduction des pesticides et des ennemis naturels) ainsi que la sécurité alimentaire. Il fournit un appui aux petits exploitants agricoles par des services consultatifs améliorés et permet aux pays de renforcer leurs capacités en créant des installations et en développant les capacités humaines pour les services de contrôle biologique. Le programme prévoit en outre de tirer des enseignements et de produire des savoirs en matière de sensibilisation technique et politique et de planification des activités. Le programme proposé portera essentiellement sur les objectifs stratégiques suivants du FIDA: renforcer la base de ressources naturelles et d'actifs économiques; et améliorer l'accès aux services en vue de réduire la pauvreté, d'améliorer la nutrition, d'augmenter les revenus et de renforcer la capacité d'adaptation dans un environnement en évolution.
 - iii) Le Programme pour l'intensification de la gestion de la biodiversité par les populations en vue d'assurer la sécurité alimentaire de Stichting Oxfam Novib cadre avec le thème prioritaire du FIDA relatif à la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique en mettant l'accent sur la durabilité environnementale, l'équité sociale et les femmes. Le programme se penchera sur l'interconnectivité des systèmes alimentaires mondiaux et locaux ainsi que sur la participation active des populations pauvres pour une gouvernance politique inclusive.
 - iv) Le Programme pour l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité par le commerce de produits biologiques de PhytoTrade Africa œuvrera directement avec les populations rurales en Afrique australe, en particulier celles qui vivent dans les régions sèches et plus marginales. Il part de la prise de conscience que les communautés

rurales pauvres ont besoin de mieux connaître et contrôler leur environnement afin de bien comprendre les potentiels offerts par leur territoire et de jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté. Il développera la capacité des communautés à gérer et utiliser les ressources efficacement, notamment par la formation et l'accès aux nouvelles technologies et aux marchés.

- v) Le Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine de l'Université des Andes contribue directement à l'obtention des résultats a), b) et d) de la politique révisée en matière de dons. Il renforcera l'impact des interventions soutenues par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes en créant des synergies avec les programmes de transferts monétaires soumis à conditions (CCT), qui intéressent des dizaines de millions de personnes rurales pauvres dans l'ensemble de la région, et facilitera la transposition des interventions à plus grande échelle. Le programme contribue directement à la réalisation des objectifs du Cadre stratégique du FIDA, notamment en soutenant l'accès aux services visant à réduire la pauvreté, améliorer la nutrition, augmenter les revenus et renforcer la résilience et en favorisant le soutien des milieux institutionnels et politiques à la production agricole et à toute la gamme d'activités non agricoles connexes.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme visant à renforcer la visibilité et l'esprit d'entreprise des communautés rurales d'ascendance africaine en Amérique latine, accordera un don ne dépassant pas un million sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 750 000 USD) à la Fundación ACUA à l'appui d'un programme de deux ans et demi. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'extension du contrôle biologique de la teigne des crucifères en Afrique orientale à l'échelle d'autres pays africains, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'intensification de la gestion de la biodiversité par les populations en vue d'assurer la sécurité alimentaire, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à Stichting Oxfam Novib à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme pour l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité par le commerce de produits biologiques, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à PhytoTrade Africa à l'appui d'un programme de trois ans.

Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine, accordera un don ne dépassant pas un million sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 750 000 USD) à l'Université des Andes à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Fundación ACUA: Programme visant à renforcer la visibilité et l'esprit d'entreprise des communautés rurales d'ascendance africaine en Amérique latine

I. Contexte

1. La pauvreté persistante des communautés d'ascendance africaine (30% de la population d'Amérique latine) demeure un obstacle important à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté dans la région. La Fundación ACUA propose une méthodologie spécialisée qui tire parti des atouts culturels des communautés d'ascendance africaine. Elle a démontré que le fait d'accorder une importance aux entreprises rurales à vocation culturelle et d'investir dans leur développement avait une incidence positive sur les économies rurales dans leur ensemble, notamment l'agriculture, la fabrication, le tourisme et les différents types de services. Dans le cadre de sa méthodologie, la fondation adopte une nouvelle approche qui considère que les populations d'ascendance africaine sont les moteurs de leur propre développement et sont capables d'améliorer leur subsistance en exploitant la richesse de leur patrimoine culturel.
2. À la fin de l'année 2011, la fondation avait financé 22 initiatives économiques intéressant des populations rurales d'ascendance africaine. Sur ce total, 17 ont été évaluées comme étant performantes et durables. La fondation a conçu en outre un programme de coopération bilatérale entre la Colombie et le Brésil relatif aux communautés d'ascendance africaine, et elle a promu et supervisé l'application de la loi de restitution des terres aux communautés afro-colombiennes, de la loi accordant une reconnaissance juridique aux sages-femmes en Colombie ainsi que de la loi contre la discrimination raciale dans l'État plurinational de Bolivie et en Colombie. La fondation a également contribué à faire en sorte que les xylophones et les chants traditionnels du Pacifique Sud figurent dans certaines des manifestations musicales et commerciales les plus importantes en Amérique latine et dans les Caraïbes.
3. La fondation a tiré un certain nombre d'enseignements de ses travaux, dont s'inspire ce programme. Ils portent notamment sur la nécessité de: i) cofinancer toutes les initiatives en recourant à des formules associant fonds privés et publics; ii) assimiler et organiser des expériences formant la base du partage des savoirs et du plaidoyer; et iii) mettre en relation les actions de concertation sur les politiques avec des exemples concrets tirés de situations de travail réelles.
4. À partir des enseignements tirés, le programme propose de transposer à plus grande échelle les résultats obtenus jusqu'à présent par le financement d'initiatives mises en place par des communautés d'ascendance africaine en reproduisant la méthodologie dans d'autres contextes analogues, en réunissant de nouveaux partenaires et en élargissant les réseaux de concertation sur les politiques. L'objectif général du programme est de renforcer les communautés rurales d'ascendance africaine – qui détiennent d'innombrables savoirs et expériences dont on peut s'inspirer –, tout en développant des processus d'apprentissage susceptibles d'aider les organismes de développement tels que le FIDA à adapter leurs approches aux spécificités des populations d'ascendance africaine dans la région.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. La Fundación ACUA a montré que la pauvreté chronique, qui touche neuf personnes d'ascendance africaine sur dix en Amérique latine et dans les Caraïbes, pouvait être surmontée en créant et en renforçant des entreprises à vocation culturelle tout en augmentant la visibilité et la participation politique des communautés. Le programme proposé tirera parti des savoirs acquis par la fondation pour

promouvoir des initiatives économiques nouvelles et de plus grande envergure. Parallèlement, il améliorera la durabilité des nouvelles entreprises en veillant à ce que celles-ci soient socialement, politiquement et économiquement viables et offrent aux groupes d'ascendance africaine un accès aux processus décisionnels.

6. Le travail avec les communautés rurales d'ascendance africaine exige une compréhension de leur culture, notamment les formes d'association, de gouvernance et de participation, la gestion des terres, les coutumes et les pratiques productives. Au fil des ans, la Fundación ACUA a constitué un important bagage de connaissances relatives à cette culture dans le cadre de son approche pratique. Aujourd'hui, la fondation est reconnue pour avoir favorisé l'autonomisation financière de certaines communautés rurales d'ascendance africaine parmi les plus isolées de la région et pour avoir réussi à placer les questions liées aux communautés d'ascendance africaine au cœur du débat politique. La fondation dispose également d'un excellent réseau de partenaires et élargit constamment sa base de concertation sur les politiques.
7. Dans la plupart des pays de la région, les territoires qui concernent les populations rurales d'ascendance africaine sont déjà visés par des projets soutenus par des organismes de coopération internationale. Toutefois, leurs activités tendent à être sporadiques et irrégulières. Pour remédier à ce problème, et améliorer par conséquent l'impact de la coopération internationale (notamment les interventions financées par le FIDA) au sein des communautés rurales d'ascendance africaine, la fondation partagera sa méthodologie ainsi que son expertise en matière d'entrepreneuriat dans la région.

III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est de permettre aux populations rurales d'ascendance africaine au sein des communautés visées de progresser dans la lutte contre l'inégalité historique et d'exercer leurs droits à la participation et à l'inclusion sociale et économique.
9. Le programme a pour objectif d'améliorer les capacités entrepreneuriales et productives des communautés d'ascendance africaine visées et de leur permettre d'intervenir davantage dans les politiques publiques.
10. Le groupe cible est composé des communautés rurales d'ascendance africaine qui développent actuellement des initiatives culturelles. Au moins 65% des bénéficiaires du programme seront des femmes et 30%, des jeunes (15-25 ans). Le programme devrait profiter directement à 10 000 personnes et indirectement à 50 000 autres personnes.
11. Étant donné que 73% de la population d'ascendance africaine de la région vit au Brésil et en Colombie, la fondation a concentré la plupart de ses activités dans ces deux pays. Dans ce programme, elle consolidera ses travaux dans ces deux pays tout en rendant sa méthodologie et ses meilleures pratiques accessibles aux projets financés par le FIDA et par d'autres organismes de coopération en Équateur, au Panama et au Pérou.
12. Le programme comportera trois grandes composantes:
 - **Mobilisation de financements pour les entreprises d'ascendance africaine.** Le programme cofinancera les initiatives économiques et culturelles de différentes communautés d'ascendance africaine en mobilisant des fonds auprès du secteur privé ainsi que des organismes de coopération. Les activités au titre de cette composante comprennent:
 - le financement d'études de marché spécialisées sur des produits d'origine africaine présentant une identité culturelle;

- le cofinancement d'initiatives communautaires avec des acteurs privés et des organismes de coopération; et
- l'organisation conjointe de foires et de forums des entreprises et la promotion de la participation d'entreprises d'ascendance africaine à des forums stratégiques.
- **Renforcement des capacités et gestion des savoirs.** Cette composante sera axée sur l'assimilation des enseignements tirés des activités précédentes de la fondation et sur leur application aux travaux menés avec les communautés d'ascendance africaine ainsi qu'avec d'autres parties prenantes importantes. Les principales activités seront les suivantes:
 - recensement des demandes d'information et des enseignements tirés;
 - identification, systématisation et partage des meilleures pratiques et des nouvelles expériences;
 - concours et compétitions;
 - échanges de savoirs et organisation du renforcement des capacités par le biais des partenaires; et
 - systématisation des informations relatives à l'esprit d'entreprise des communautés d'ascendance africaine pour le plaidoyer et la concertation sur les politiques.
- **Visibilité et impact.** L'objectif de cette composante est d'améliorer la visibilité et la reconnaissance de la culture d'ascendance africaine au sein de la société en général, et de transformer cette visibilité en opportunités économiques pour les communautés rurales. Les informations produites dans le cadre des activités de gestion des savoirs permettront à la fondation de mettre à disposition des données empiriques et des exemples concrets à l'appui des politiques proposées, qui pourront être promus davantage à l'aide du vaste réseau de partenariat de la fondation.

En étroite collaboration avec les partenaires stratégiques, le programme réalisera, au titre de cette composante, les activités suivantes:

- un concours sur le patrimoine d'origine africaine pour identifier des sites représentatifs mais pas encore reconnus officiellement;
- la création et l'utilisation de marques territoriales;
- la concertation sur les politiques en vue de faire figurer les communautés d'ascendance africaine parmi les grandes priorités et de surmonter les obstacles; et
- la mise en œuvre d'une action de plaidoyer avec les partenaires de la coopération afin de dégager des ressources pour les entreprises culturelles et d'appliquer la méthodologie de la fondation au sein des communautés d'ascendance africaine.

IV. Produits et avantages escomptés

13. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- accès aux financements obtenus auprès de différentes sources pour les entreprises économiques et culturelles des communautés visées.

- échange des savoirs et des meilleures pratiques entre les communautés visées, contribuant à renforcer la coopération sur les questions de culture et de sensibilisation et à améliorer la viabilité des initiatives cofinancées; et
- visibilité et attention accordées aux intérêts, aux compétences et au patrimoine culturel d'origine africaine (notamment au sein des communautés visées) à l'échelon local et national.

V. Modalités d'exécution

14. La Fundación ACUA sera responsable de la coordination des activités du programme et de la gestion des fonds du FIDA et des autres contributeurs au programme. Sur les questions spécifiques, elle bénéficiera de l'appui d'experts du Centre latino-américain pour le développement rural/Programme de développement territorial rural avec identité culturelle et du Programme régional de formation au développement rural.
15. Les partenaires institutionnels, notamment les ambassades de Colombie et du Brésil ainsi que leurs Ministères des affaires étrangères, agiront en tant que plateformes pour la concertation sur les politiques et la coopération Sud-Sud. En outre, les accords signés avec les Ministères de la culture et de l'agriculture colombiens permettront au programme de renforcer son action de sensibilisation dans les politiques publiques concernant les populations rurales pauvres d'ascendance africaine.
16. La plupart des activités conjointes seront cofinancées, ce qui permettra d'obtenir des ressources supplémentaires des partenaires d'un montant approximatif de 0,7 million d'USD.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût total du programme est de 2,76 millions d'USD. Sur ce total, la Fundación ACUA contribuera à hauteur de 1,01 million d'USD avec ses propres fonds provenant d'autres projets et partenaires stratégiques, tandis que le FIDA contribuera à hauteur de 1,75 million d'USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Réunions et ateliers	280	250
2	Contrats	542	165
3	Fonds concurrentiels	500	390
4	Dépenses de fonctionnement directement liées à l'exécution du programme	105	205
5	Dépenses de personnel	224	
6	Frais généraux: locaux à usage de bureau, utilisation du système administratif et financier de la Fundación ACUA	99	
	Total	1 750	1 010

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Rural Afro-descendants in the targeted communities have progressed in overcoming historical inequality, and are exercising their rights.	Income; educational level; Access to social security; unemployment rate; unsatisfied basic needs index.	Reports from UNDP about Afro descendants and MDG	
Development Objective	The targeted Afro-descendant communities have improved their entrepreneurial and productive capacities, as well as their say on public policies.	<p>a. By 2014, the income generated by business has increased by 50% to 100%</p> <p>b. The number of workers of productive businesses has increased between 20% and 50% by 2014.</p> <p>c. After two years of implementation, 80% of entrepreneurships are sustainable.</p> <p>d. More than 10 products with cultural identity have positioned in national markets on 2014</p>	<p>- Information from Chambers of Commerce.</p> <p>- Performance reports from the beneficiaries and from the programme.</p> <p>- Market surveys.</p>	<p>- Growing social acceptance of Afro descendant culture and identity.</p> <p>- Lack of political will and institutional capacity to implement further initiatives that may contribute to strengthen ACUA programme.</p>
Outputs	<p>1. Access of the economic-cultural enterprises to financing leveraged from new and various sources.</p> <p>2. Exchange knowledge and best practices, contributing to enhanced cooperation in cultural and advocacy issues.</p> <p>3. To acquire attention and visibility at the local and national level in the interests, of Afro peoples.</p> <p>Components:</p> <p>1. Finance leveraging for Afro enterprises</p> <p>2. Capacity building and Know. Manag.</p> <p>3. Visibility and Impact.</p>	<p>a. US\$0.8 million finance ventures for 2014.</p> <p>b. 20 contracts between community businesses and private enterprises in the first two years.</p> <p>c. 5 corporate social responsibility programmes are ongoing by 2014.</p> <p>d. 30 sustainable cultural entrepreneurships and 4 cooperation agencies apply the methodology</p> <p>e. 5 Afro-descendant cultural expressions proposed as intangible heritage by 2014.</p> <p>f. 5 public policy processes promoted, 3 approved for 2014.</p>	<p>- Institutional and community mapping done by ACUA, scans and polls applied to grass roots organizations.</p> <p>- Reports in Chamber of Commerce.</p> <p>- Implementing and monitoring reports of the organizations and programme.</p> <p>- Market research on prices, quantities, supply and demand of products with cultural identity.</p> <p>- Monitoring report in mass media.</p>	<p>- Support on behalf of the government and cooperation agencies for the development of Afro descendant communities.</p> <p>- The private sector recognizes the great market (demand) and the productive potential of rural Afro descendant communities.</p>
Key Activities	<p>1. Knowledge exchanges and networking;</p> <p>2. Scaling up and co-financing of innovative businesses based on local assets;</p> <p>3. Generation of best practices with Afro-descendant communities, and their dissemination within development agencies (including IFAD)</p>	<p>- 15 enterprises co-financed with the private sector and 10 co-financed with public and cooperation institutions</p> <p>- 3 bi-national and multilateral cooperation agreements in the Afro agenda</p> <p>- 5 projects promoting the declaration of patrimony - 5 programmes of corporate social responsibility - 5 projects supporting Afro descendant ventures</p>	<p>- Monitoring reports of the programme</p> <p>- Minutes of the events</p> <p>- Results in diverse media.</p> <p>- Visibility in all sorts of media.</p> <p>- Market evidence of impact.</p>	<p>- Commitment from strategic partners and co-financers of the project.</p>

Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE): Programme d'extension du contrôle biologique de la teigne des crucifères en Afrique orientale à l'échelle d'autres pays africains

I. Contexte

1. La teigne des crucifères est l'un des plus importants ravageurs des cultures crucifères. Des évaluations sur le terrain réalisées en Afrique orientale, centrale et australe ont montré que la teigne des crucifères faisait partie, avec les pucerons, des insectes ravageurs du chou les plus nocifs de la région. Un large recours aux pesticides a été fait pour contrôler la teigne des crucifères, ce qui a abouti au développement de populations de teigne résistantes à la plupart des insecticides communément utilisés. L'utilisation des ennemis naturels de la teigne des crucifères, essentiellement les parasitoïdes spécialisés, s'est révélée extrêmement efficace pour contrôler les ravageurs dans différents pays d'Asie et d'Afrique.
2. Des études sur le terrain réalisées dans des zones de culture du chou dans les pays d'Afrique orientale ont fait ressortir que l'efficacité des parasitoïdes autochtones était relativement faible. En conséquence, deux espèces de parasitoïdes particulièrement efficaces utilisées dans d'autres régions du monde ont été introduites au Kenya en 2001, et leur adaptation aux conditions locales a été testée. La première espèce, la *diadegma semiclausum*, originaire de Taiwan et adaptée à des conditions climatiques plus fraîches, a été introduite dans toutes les zones de hautes terres consacrées à la culture du chou et du chou vert au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, avec des résultats remarquables; la technologie fait actuellement l'objet d'une promotion en Éthiopie et au Cameroun. La seconde espèce de parasitoïde, la *cotesia plutellae*, originaire d'Afrique du Sud, est adaptée à des conditions plus chaudes et sèches et a été introduite en 2003 dans la région du lac Victoria, en Ouganda; depuis, elle s'est répandue dans l'ouest du Kenya avec des résultats de contrôle très prometteurs, ce qui démontre le potentiel intéressant qu'elle présente pour une diffusion dans d'autres régions semi-arides d'Afrique. L'impact des parasitoïdes introduits au Kenya et en République-Unie de Tanzanie a été évalué sur une période de plusieurs années, et les résultats ont montré que ces parasitoïdes ont éliminé la teigne des crucifères parmi les organismes nuisibles d'importance économique et porté à une réduction de 75% de l'utilisation de pesticides et de 20% des problèmes liés à la santé dans toutes les zones où les parasitoïdes étaient établis.
3. Cependant, l'utilisation réduite d'insecticides découlant d'un contrôle biologique réussi de la teigne des crucifères a provoqué une recrudescence des problèmes liés aux pucerons, étant donné que ceux-ci étaient auparavant tenus sous contrôle grâce aux pulvérisations d'insecticides contre la teigne des crucifères. Compte tenu de la grande sensibilité des ennemis naturels de la teigne des crucifères aux insecticides, leur introduction devrait s'accompagner d'autres solutions pour remplacer les insecticides afin de contrôler les pucerons et autres ravageurs des crucifères et des plantes cultivées en association avec les crucifères telles que les tomates. Le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) a testé et introduit avec succès des insecticides compatibles avec le contrôle biologique ainsi que des méthodes d'application pour le contrôle des pucerons et des autres ravageurs dans le cadre de projets de formation à la lutte intégrée contre les ravageurs destinés aux agriculteurs, essentiellement par le biais de fermes-écoles au Kenya et en République-Unie de Tanzanie. Cela s'est traduit par une réduction de 50% des pulvérisations sur les tomates et par l'élimination complète des pulvérisations sur les choux destinées au contrôle de la teigne des crucifères.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le programme offrira des mécanismes améliorés et novateurs en matière de lutte contre les ravageurs des cultures légumières à travers le recours au contrôle biologique et la réduction de l'application de pesticides; il apportera en conséquence un appui aux agriculteurs dans la réduction des coûts de production et des effets nocifs de l'utilisation de pesticides sur l'environnement et la santé humaine. Cet aspect est également déterminant pour multiplier les débouchés sur le marché et les activités génératrices de revenus pour les agriculteurs ainsi que pour diversifier la production agricole, ce qui se traduit par une amélioration de la nutrition, des revenus et de la résilience des petits exploitants agricoles. Le programme appuie la prestation de services consultatifs aux agriculteurs pauvres en renforçant l'interaction entre la recherche, la vulgarisation et les agriculteurs.
5. Le programme offrira également une formation technique aux chercheurs et aux techniciens travaillant dans les laboratoires de production d'ennemis naturels et renforcera les moyens dont ils disposent pour les utiliser sur d'autres ravageurs et cultures. Il fournira aux agents chargés de la protection des plantes et de la vulgarisation une formation en matière de lutte intégrée contre les ravageurs et aux agriculteurs une formation pour favoriser l'amélioration de la production et la réduction de l'utilisation de pesticides. Le programme renforcera en outre les capacités institutionnelles en créant des installations et en développant les capacités humaines permettant de transposer les activités à plus grande échelle dans d'autres zones et de reproduire les expériences réussies avec d'autres ravageurs et/ou cultures.
6. Le programme proposé établira des liens, lorsque cela sera possible, avec d'autres projets en cours relatifs à la sécurité alimentaire/à l'environnement financés par le FIDA et par d'autres organismes de développement et donateurs dans les pays, afin d'apporter de la valeur ajoutée aux projets nationaux en cours et de promouvoir la complémentarité. Au Mozambique, il agira en étroite collaboration avec le Programme national de vulgarisation agricole (PRONEA), essentiellement dans la province de Manica, où le PRONEA dispose actuellement de 300 fermes-écoles, qui serviront de base pour les activités de diffusion auprès des agriculteurs prévues par le programme. Au Malawi, bien qu'aucun projet financé par le FIDA ne s'adresse aux exploitants producteurs de crucifères dans le pays, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement de l'eau met actuellement en œuvre d'autres projets de contrôle biologique avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organismes de développement et a exprimé (par écrit) son intérêt à participer aux activités proposées par le programme ainsi que son plein soutien à celles-ci. Le Ministère considère que le programme est complémentaire à d'autres initiatives de contrôle biologique en cours sur d'autres cultures et à ses efforts visant à améliorer la productivité légumière et à réduire l'application de pesticides ainsi que leurs résidus dans les légumes.
7. En outre, par le biais de l'ICIPE, le programme agira en étroite collaboration avec l'initiative de la Commission européenne et de la Commission de l'Union africaine portant sur l'intégration régionale en matière de règles, de normes, de contrôles et de procédures, intitulée "Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres en Afrique" et lancée en avril 2009.

III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est d'augmenter les revenus des petits producteurs de légumes en améliorant la qualité des légumes produits à destination des marchés nationaux et en réduisant l'application de pesticides.

9. Le programme vise à transposer à plus grande échelle les technologies et les expériences réussies dans le domaine du contrôle biologique de la teigne des crucifères dans certains pays d'Afrique orientale, centrale et australe (notamment le Malawi, le Mozambique, le Rwanda et la Zambie, ainsi que le Kenya dans le cadre d'une enquête pilote).
10. Le groupe cible est constitué par les petits producteurs de légumes, principalement les femmes et les jeunes, les agents de vulgarisation et les chercheurs au Malawi et au Mozambique, qui seront formés à la production, à l'introduction et au suivi d'agents de contrôle biologique sur le terrain ainsi qu'à la gestion intégrée des systèmes de contrôle biologique dans les cultures légumières. Les chercheurs au Rwanda et en Zambie, les responsables de l'élaboration des politiques au sein des ministères de l'agriculture et le grand public seront également bénéficiaires du programme.
11. Le programme durera trois ans et il comportera deux grandes composantes:
 - Amélioration des capacités des institutions nationales et des agriculteurs en matière de contrôle biologique des ravageurs
 - Gestion des savoirs à l'appui de la transposition à plus grande échelle

IV. Produits et avantages escomptés

12. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - a) Mise en place de structures fonctionnelles de contrôle biologique de la teigne des crucifères dans les pays visés
 - Réalisation d'enquêtes sur la teigne des crucifères et ses ennemis naturels
 - Mise en place d'installations et de systèmes efficaces et fonctionnels de production d'agents de contrôle biologique de la teigne des crucifères
 - b) Promotion de technologies de lutte intégrée contre les ravageurs pour le contrôle biologique adaptées au contexte local au Malawi et au Mozambique
 - Formation d'agents de vulgarisation et d'agriculteurs à des méthodologies de lutte intégrée contre les ravageurs pour le contrôle biologique des ravageurs des crucifères adaptées au contexte local
 - Sensibilisation des responsables politiques et du grand public aux méthodologies de lutte intégrée contre les ravageurs dans les cultures légumières
 - c) Amélioration des connaissances en vue de transposer le contrôle biologique de la teigne des crucifères à plus grande échelle dans de nouvelles zones à l'intérieur des pays visés
 - Évaluation de l'impact de la *cotesia plutellae* dans la province orientale semi-aride du Kenya et diffusion dans d'autres pays
 - Élaboration de supports de connaissances à partir de l'expérience sur le terrain au Malawi et au Mozambique
 - Travail préparatoire de planification en vue d'une transposition des activités à plus grande échelle dans les quatre pays concernés par le programme, par le biais de projets financés par le FIDA et des ministères compétents, en s'appuyant sur les enseignements tirés
13. Les avantages attendus du programme sont les suivants: i) augmentation des revenus des petits producteurs de légumes grâce à l'utilisation réduite d'insecticides; ii) amélioration de la production et de la qualité des légumes par la réduction des dégâts causés par la teigne des crucifères et d'autres ravageurs; iii) amélioration de la sécurité alimentaire des marchés nationaux et régionaux

grâce à la réduction de l'application de pesticides; iv) amélioration de la sécurité alimentaire grâce à l'augmentation (quantitative et qualitative) de la production de légumes; et v) enseignements tirés en matière de transposition à plus grande échelle de technologies novatrices dans d'autres pays d'Afrique.

V. Modalités d'exécution

14. L'ICRPE sera le principal organisme d'exécution. Le coordonnateur du programme sera un responsable technique de l'ICRPE. Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du programme, un mémorandum d'accord sera préparé et signé par l'ICRPE et chaque gouvernement (Malawi, Mozambique, Rwanda et Zambie).
15. Un comité de pilotage sera mis en place au début du programme; il sera composé des coordonnateurs nationaux nommés dans les pays participant au programme, des représentants des services compétents des ministères de l'agriculture des pays, des points focaux du FIDA au sein des ministères concernés au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Rwanda et en Zambie, du coordonnateur du programme de l'ICRPE, des représentants des chargés d'appui aux projets du FIDA concernés dans le pays et du responsable des dons du FIDA au siège. Le comité de pilotage se réunira annuellement pour examiner les progrès accomplis et adopter les plans de travail et budgets annuels, le cas échéant. D'autres chargés de programme de pays (CPP) du FIDA ou coordonnateurs des projets financés par le FIDA seront invités au besoin à prendre part aux réunions du comité de pilotage.
16. Les Gouvernements malawien et mozambicain désigneront chacun un coordonnateur national chargé d'organiser et de suivre la mise en œuvre du programme avec l'unité de coordination sur le terrain et le coordonnateur du programme de l'ICRPE. Les coordonnateurs nationaux seront en outre chargés de préparer les rapports de suivi des fermes-écoles. Au Mozambique, où les activités du programme seront englobées dans le programme en cours PRONEA financé par le FIDA, le coordonnateur national devrait être un membre du personnel de projet du FIDA, et les activités sur le terrain seront synchronisées avec celles du PRONEA.
17. Pour assurer une coordination adéquate parmi les organismes d'exécution sur le terrain, une unité de coordination sur le terrain sera créée; elle sera composée du coordonnateur national nommé officiellement, d'un représentant de chaque service de recherche, de conseil/de vulgarisation ainsi que du service responsable de la production agricole ou de la protection phytosanitaire du Ministère de l'agriculture. L'unité de coordination sur le terrain se réunira régulièrement et offrira un soutien au coordonnateur national dans l'élaboration des rapports et les exercices de programmation.
18. Les coordonnateurs nationaux du Malawi et du Mozambique seront chargés de superviser la mise en œuvre locale et de surveiller l'utilisation adéquate des finances du programme, et ils informeront le coordonnateur du programme sur les avancées des travaux. Ils seront également responsables de l'organisation d'ateliers nationaux avec les parties prenantes ainsi que de la préparation et la diffusion des comptes rendus de ces ateliers.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le coût total du programme est estimé à 1,45 million d'USD, dont 1,00 million d'USD demandés au FIDA. Le montant restant sera financé par l'ICRPE et par des contributions en nature des pays participant au programme, essentiellement par le biais de leurs institutions nationales de recherche agricole (voir le tableau ci-dessous). La répartition estimée des coûts du programme est la suivante:
 - Mise en place de structures fonctionnelles de contrôle biologique de la teigne des crucifères dans les pays visés: 42%

- Promotion de technologies de lutte intégrée contre les ravageurs pour le contrôle biologique adaptées au contexte local au Malawi et au Mozambique: 31%
- Amélioration des connaissances en vue de transposer à plus grande échelle le contrôle biologique de la teigne des crucifères dans de nouvelles zones à l'intérieur des pays visés: 17%
- Frais généraux: 10%

**Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en dollars des États-Unis)**

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Personnel de l'ICIPE	176 556	303 763
2	Renforcement des capacités: recherche, vulgarisation et fermes-écoles, matériel de sensibilisation et supports de connaissances	572 400	98 000
3	Interventions de l'ICIPE (y compris frais de voyage et supervision)	122 325	-
4	Ateliers des parties prenantes et de programmation	28 000	-
5	Frais généraux de l'ICIPE (10%)	100 719	48 212
	Total	1 000 000	449 975

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improve rural income of smallholder vegetable producers (women and youth) through improved quality of vegetables produced for domestic markets and reduced pesticide application.	<ul style="list-style-type: none"> Quality and quantity of vegetables on domestic, regional and international markets improved. 	<ul style="list-style-type: none"> National Horticultural Production Reports. Project Reports. 	<ul style="list-style-type: none"> No external unexpected biotic or abiotic stress factors develop (extreme weather conditions or upsurges of new pests)
Objectives	Scale-up technologies and successful experiences in biological control of DBM in cruciferous crop in some Eastern, Central and South African countries	<ul style="list-style-type: none"> DBM parasitoid established in the crucifer fields in Malawi and Mozambique Use of synthetic insecticides in vegetable production reduced. Spraying for DBM control decreased 	<ul style="list-style-type: none"> Post-release establishment and impact survey reports Country and project progress reports. Training manuals Peer reviewed publications 	
Outputs	Component 1: National institutional and farmers capacities enhanced in pest biological control	<ul style="list-style-type: none"> Facilities in Malawi and Mozambique refurbished Mass rearing, release and monitoring of parasitoid undertaken Farmers reduce the use of synthetic insecticides and level of DBM reduced project area 	<ul style="list-style-type: none"> Country (NARES) reports Project field reports. Participatory monitoring and evaluation reports from FFS in target countries 	<ul style="list-style-type: none"> No extreme weather changes Minimum staff deployment to other projects. Governments willing to cooperate
Key Activities	<p>Component 1: National institutional and farmers capacities enhanced in pest biological control</p> <ol style="list-style-type: none"> Conduct baseline surveys of DBM and its natural enemies in project countries Train researchers in rearing, release and monitoring of DBM bio-control agents of DBM Furbish and establish running parasitoid rearing facilities Extension agents and farmers trained in locally adapted bio-control IPM methodologies for crucifer pests Policy makers and general public sensitized on vegetable IPM methodologies 	<ul style="list-style-type: none"> 2 researchers in each of the 4 countries trained Baseline surveys conducted by local trained Parasitoids imported into country based on legal procedures Trained staff members Functional DBM/parasitoid rearing facility in each target country Parasitoid released and monitored in the field At least 15 master trainers trained in vegetable IPM in each of Mozambique and Malawi At least 2,000 farmers trained through 80 FFSs. Country specific end user friendly IPM information packages. Biological control and locally adapted IPM methodologies improve production and food 	<ul style="list-style-type: none"> Country and project reports Reports of the baseline survey data in target countries available Copies of parasitoid import/export permits National DBM/ parasitoid rearing facilities. Consignments and shipment dates document List of parasitoids release sites. Field release dates and sites Number and location of FFSs reports Training and FFS reports IPM information packages developed FFS curriculum documented Field coordination unit report Awareness materials distributed 	<ul style="list-style-type: none"> Current political stability persists No extreme weather changes Governments willing to cooperate Current political stability persists. No translocation of trained extension staff to other regions

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
		safety promoted	and TV or radio projects transmitted • Project reports	
Key Activities	<p>Component 2: Knowledge management in support to scaling-up</p> <p>6. Assess and analyse the impact of <i>C. pluteellae</i> in Kenya and disseminated results to other countries</p> <p>7. Update FFS curriculum and annual workplans based on field experience and lessons learnt</p> <p>8. Incorporate the knowledge packages developed in the annual workplans and the scaling up preparatory action plans</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Impact assessment data collected and analysed • Information shared in stakeholder and annual planning meetings • Updated FFS curriculum • Lessons learnt from FFS and field surveys documented \ • Updated FFS curriculum • Knowledge products incorporated in mid-term stakeholder meetings conducted in Rwanda and Zambia with policy makers and IFAD country officers • Knowledge products incorporated in the annual planning • Final regional stakeholders meeting for sharing of lessons learnt and planning of scaling-up 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact assessment report • Project progress reports. • Stakeholders' workshop reports • FFS curriculum documents • Project progress reports • Project progress and final reports. • Stakeholders' workshop reports • Annual Workplan and budget produced • Final action plans for scaling-up prepared 	<ul style="list-style-type: none"> • Willingness of Governments and IFAD projects to cooperate

Stichting Oxfam Novib: Programme d'intensification de la gestion de la biodiversité par les populations en vue d'assurer la sécurité alimentaire

I. Contexte

1. L'accès, l'utilisation durable et le partage équitable des avantages de la biodiversité, notamment les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPAA), sont essentiels pour garantir la sécurité alimentaire, la stabilité économique, la croissance et la réduction de la pauvreté. Stichting Oxfam Novib consacre la plupart de ses ressources aux moyens de subsistance durables en milieu rural, en soutenant les organisations de la société civile dans le monde qui, à leur tour, offrent un appui aux populations autochtones et aux petits exploitants agricoles. Ce soutien est passé par une gestion conjointe du Fonds pour la biodiversité pendant une période de neuf ans. Stichting Oxfam Novib et le Fonds pour la biodiversité ont été les premiers à réaliser des activités de recherche-action qui ont montré aux communautés locales l'importance de la "conservation par l'utilisation" de la biodiversité pour leurs stratégies de subsistance. Il s'agit notamment d'approches reposant sur la sélection végétale participative par les exploitants et les fermes-écoles, ces dernières œuvrant en étroite collaboration avec les agents de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui est à l'origine de leur création. Il est important de documenter, systématiser et développer davantage des concepts de transposition à plus grande échelle, des outils et des politiques de gestion de la biodiversité à l'initiative des populations pour garantir la sécurité alimentaire et de les appliquer aux problèmes actuels liés au changement climatique.
2. La petite agriculture joue un rôle prépondérant dans le système alimentaire mondial. Elle occupe 60% des terres arables, et ce bien que 85% des exploitations dans le monde aient une superficie inférieure à 2 hectares. On dénombre 1,5 milliard de petits producteurs vivriers travaillant au sein d'exploitations familiales. Les petites exploitations agricoles produisent encore environ 60% de la production alimentaire mondiale. En Asie et en Afrique subsaharienne, 80% des denrées alimentaires consommées sont produites par des petits exploitants. Les petits exploitants agricoles travaillent au sein de systèmes de subsistance dynamiques et complexes et s'appuient généralement sur la diversité des plantes et des animaux, tant à l'état sauvage qu'à différents stades de domestication. Les femmes jouent habituellement un rôle important dans la gestion de la biodiversité de ces systèmes. Cependant, malgré la contribution considérable qu'ils apportent pour nourrir la population mondiale, les petits exploitants agricoles restent pauvres. La pauvreté fait perdre aux paysans leur autonomie et constitue un obstacle à la transformation de leur agriculture en source stable de subsistance. Un des défis auxquels doit faire face le monde aujourd'hui consiste à trouver un moyen pour augmenter la productivité agricole des terres existantes afin de répondre à la demande croissante de nourriture tout en compensant la perte de production découlant du changement climatique.
3. Le programme proposé est axé sur l'autonomisation des communautés locales pauvres et des populations autochtones afin de développer leurs capacités techniques et organisationnelles à gérer leur biodiversité pour assurer la sécurité alimentaire dans le contexte de l'adaptation au changement climatique. Dans cette optique, le but est de profiter des enseignements tirés des travaux réalisés par Stichting Oxfam Novib et par le Fonds pour la biodiversité et dont les résultats ont atteint des dimensions positives.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Cette proposition cadre avec le thème prioritaire du FIDA relatif à la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique en mettant l'accent sur la durabilité environnementale, l'équité sociale et les femmes. La proposition aborde en outre l'interconnectivité des systèmes alimentaires à l'échelon mondial et local ainsi que la participation active des populations pauvres pour une gouvernance politique inclusive. Pour ce qui est des groupes cibles, les travaux du programme s'adresseront aux communautés autochtones, environ 60% de ceux-ci étant ciblés sur les femmes. Ces groupes cibles sont cohérents avec ceux du FIDA et correspondent à la conception du FIDA selon laquelle l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des objectifs et des instruments de réduction de la pauvreté.
5. Ce programme est axé sur les savoirs et les expériences des populations autochtones et des communautés de petits exploitants agricoles, considérés comme un élément décisif des "réponses mondiales" au changement climatique. Il tirera parti des précédentes réussites en matière de gestion de la biodiversité et les appliquera au contexte du changement climatique. Le don sera utilisé à des fins de documentation ainsi que pour affiner et tester les concepts sexospécifiques et les outils d'élargissement. Ces instruments contribueront à la recherche de solutions adéquates, parallèlement à celles proposées par les gouvernements, les scientifiques, le secteur privé, les donateurs et les organismes des Nations Unies. Les données qu'ils produiront permettront en outre d'étudier la valeur des réponses, des méthodes d'adaptation et des solutions communautaires.

Le programme est en harmonie avec les cinq objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. S'agissant des domaines thématiques, il est particulièrement pertinent pour: les ressources naturelles (biodiversité), l'adaptation au changement climatique, le développement des compétences techniques et le soutien aux organisations de producteurs ruraux. Le programme améliorera les technologies agricoles pour renforcer la résistance au changement climatique au niveau des plantes, des exploitations et des paysages/écosystèmes en transposant à plus grande échelle les technologies participatives, telles que la gestion des semences, la sélection végétale participative et les protocoles bioculturels communautaires. Il favorisera le flux de nutrition riche en biodiversité en améliorant les pratiques traditionnelles des femmes en matière de commerce et de troc. La démonstration et la transposition à plus grande échelle d'approches et de modèles performants sont cohérentes avec les approches du FIDA.

III. Le programme proposé

6. Le point de départ du programme est la biodiversité, plus spécifiquement les RPAA en tant qu'atout naturel pour garantir la subsistance et la sécurité alimentaire – et se pencher sur des questions relevant de l'accès, de l'utilisation durable et du partage des avantages. La stratégie de retrait du programme est axée sur la viabilité à travers l'élargissement de la capacité des populations à organiser, apprendre et agir afin d'innover sans cesse et de s'engager dans des changements politiques appropriés. Cela passe par le renforcement des capacités des populations à mener des activités de recherche à la ferme, à conserver et améliorer les variétés/populations de cultures et à produire des semences en optimisant leurs compétences pratiques, en aiguisant leur sens de l'observation, en renforçant leurs techniques d'expérimentation, en soutenant leur participation aux processus décisionnels et en stimulant leurs efforts pour demander des ressources et des services à leurs gouvernements.
7. Le principal objectif du programme est de soutenir, renforcer et prendre en compte les droits et les capacités techniques des populations autochtones et des petits exploitants agricoles et d'influencer les politiques du niveau local au niveau

mondial, ainsi que les institutions en faveur d'une utilisation durable des ressources phytogénétiques pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique. Ses objectifs sont les suivants: i) élaborer des stratégies d'adaptation appropriées au contexte local pour assurer la sécurité alimentaire en faisant le relais entre savoirs traditionnels et science dans le domaine des ressources phytogénétiques et en intégrant les perceptions locales du changement climatique; ii) donner aux populations autochtones et aux petits exploitants agricoles les moyens d'influencer les politiques locales, nationales, régionales et internationales en matière de nourriture, d'agriculture et de changement climatique dans l'optique de réaliser le droit à l'alimentation; et iii) renforcer les capacités d'adaptation des communautés de petits exploitants et des populations autochtones en matière de conservation, d'accès et d'utilisation durable des ressources phytogénétiques, en transposant à plus grande échelle les modèles performants et/ou novateurs.

8. Le groupe cible est composé de populations autochtones et de communautés agricoles au Pérou, au Viet Nam et au Zimbabwe. Leur sélection se fait sur la base de l'accès restreint aux semences présentant une base génétique suffisamment large pour résister aux effets du changement climatique, et de leur utilisation. Ces populations autochtones et communautés agricoles locales sont extrêmement vulnérables au changement climatique et à l'insécurité alimentaire à cause de leur utilisation directe de la biodiversité et de la discrimination historique dont elles sont victimes. Le programme mettra sur la position et l'action des femmes, à qui incombent la gestion de la biodiversité au sein du ménage et celle de la sécurité alimentaire de la communauté.
9. Le programme durera trois ans et il comportera trois grandes composantes:
 - a) **Stratégies d'adaptation pour la sécurité alimentaire.** Cette composante prévoit les activités suivantes:
 - Phase initiale et sensibilisation
 - Examen des résultats de base et identification participative des lacunes de connaissances
 - Évaluation participative des stratégies d'adaptation traditionnelles et des connaissances en matière de changement climatique
 - Évaluation conjointe par les exploitants et les scientifiques de l'évolution du changement climatique
 - Sélection participative et pilotage de stratégies d'adaptation novatrices, intégration et synthèse de la science et des connaissances traditionnelles
 - b) **Autonomisation des populations autochtones et des petits exploitants.** Cette composante prévoit les activités suivantes:
 - Identification participative des politiques pertinentes et des lacunes dans les politiques
 - Renforcement des capacités des défenseurs des agriculteurs et des populations autochtones en vue de leur participation politique
 - Réflexion sur les politiques locales et mondiales et participation
 - Renforcement des capacités institutionnelles des parties prenantes en vue de leur participation à l'élaboration de politiques en faveur des pauvres
 - Élaboration participative de fiches et de descriptifs des politiques

- c) **Renforcement des capacités d'adaptation des populations autochtones et des petits exploitants.** Cette composante prévoit les activités suivantes:
- Élaboration participative, adaptation à l'échelon du pays et expérimentation de cadres et d'outils conceptuels sexospécifiques
 - Conception de parcours pour élargir la conservation, l'accès et l'utilisation durable des RPAA
 - Élaboration d'un protocole bioculturel
 - Renforcement des capacités techniques des populations autochtones et des petits exploitants à gérer les RPAA à différents niveaux (à l'échelon génétique, agricole et du paysage)
 - Pilotage et transposition à plus grande échelle de parcours visant à améliorer la diversité des cultures et les pratiques agricoles
 - Amélioration de l'accès aux marchés, notamment les marchés du troc et les marchés de semences locaux
 - Amélioration des réseaux et des alliances pour l'innovation afin d'obtenir une masse critique en vue de leur extension

IV. Produits et avantages escomptés

10. **Élaboration de stratégies d'adaptation appropriées au contexte local pour assurer la sécurité alimentaire.** La comparaison des résultats relatifs à la perception du changement climatique par les populations permettra de mieux comprendre la manière dont les agriculteurs et les populations autochtones perçoivent le changement climatique et s'y adaptent compte tenu de leur production alimentaire. Combinés aux savoirs traditionnels des populations, aux compétences acquises en matière de sélection végétale et de sélection variétale participatives ainsi qu'aux stratégies mises à l'essai, ces résultats aboutiront à l'élaboration de stratégies d'adaptation favorables aux pauvres fondées sur une approche participative dans les trois pays. Ces stratégies devraient avoir un impact immédiat grâce à l'amélioration de l'accès des populations aux RPAA présentant un potentiel d'adaptation au changement climatique dans différentes zones agroécologiques, tant dans les régions propices que dans les régions marginales. En outre, le programme contribuera à renforcer la position de responsabilité des femmes dans la gestion de la biodiversité en améliorant la compréhension et l'appréciation du rôle des femmes dans les systèmes alimentaires ainsi qu'au sein des ménages et des communautés. Par ailleurs, la documentation et la diffusion de cette expérience permettront d'atteindre les spécialistes et les responsables politiques.
11. **Influence sur les politiques locales, nationales, régionales et internationales en matière de nourriture, d'agriculture et de changement climatique.** Ce résultat sera obtenu grâce à une sensibilisation plus marquée et à une compréhension accrue de l'importance des systèmes alimentaires locaux pour la sécurité alimentaire et de la nature de biens collectifs mondiaux des RPAA des populations – par le biais des différents discours politiques et de la participation directe des populations locales à l'analyse des politiques et aux recommandations à différents niveaux.
12. **Transposition à plus grande échelle des modèles performants et innovants et renforcement des capacités.** Le programme contribuera à la création d'une validation de principe confirmant qu'il est efficace d'investir dans les actions d'innovation des populations. Il s'agit ainsi de montrer la vitalité de l'intervention humaine, où les populations agissent comme des acteurs du développement et des gestionnaires de la biodiversité et de la sécurité alimentaire. La possibilité de

reproduction à plus grande échelle aidera à mettre l'accent sur la qualité élevée et la résistance des semences conçues par les communautés locales et autochtones et sur la gestion correcte des exploitations et des écosystèmes qui en découle.

V. Modalités d'exécution

13. Stichting Oxfam Novib sera le bénéficiaire du don et, à ce titre, le titulaire du contrat. L'équipe du programme aura pour rôle essentiel de gérer la mise en œuvre du programme dans son ensemble. Un spécialiste de haut niveau en gestion et en politiques de la biodiversité centrées sur la population sera désigné comme directeur de programme et participera activement à sa gestion et à sa mise en œuvre. Les partenaires de la société civile seront notamment: le Community Technology Development Trust en Afrique; l'Initiative régionale d'Asie du Sud-Est pour le renforcement des communautés en Asie et l'Association pour la nature et le développement durable en Amérique latine. Même si les ressources sont transférées aux partenaires chargés de la mise en œuvre, Stichting Oxfam Novib sera responsable en dernier ressort et sera tenu de justifier au FIDA que les ressources du don sont utilisées conformément aux dispositions de l'accord de financement et sont intégralement prises en compte. Cet aspect sera mis en évidence dans la préparation des mémorandums d'accord entre le destinataire du don et ses partenaires d'exécution. Stichting Oxfam Novib fournira annuellement (dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier): i) les états financiers consolidés couvrant l'ensemble du programme, à savoir le bénéficiaire et tous les sous-bénéficiaires; et ii) les états financiers vérifiés relatifs à chaque sous-bénéficiaire.
14. Un comité du programme global sera mis en place pour les décisions stratégiques et la supervision/surveillance. Ce comité sera composé de trois partenaires dans le pays ainsi que d'un ou plusieurs représentant(s) de Stichting Oxfam Novib et du FIDA. Il veillera à ce que la mise en œuvre suive son cours, supervisera la direction et la stratégie globales du programme et vérifiera la faisabilité, les progrès (contenu et moyens), l'efficacité et l'efficience. Son rôle essentiel sera axé sur la stratégie et le contrôle. Le comité sélectionnera le groupe consultatif du programme, qui sera composé de sept membres respectables susceptibles de fournir des conseils sur des thèmes stratégiques, en matière de communication et d'alliances.
15. À l'échelon des pays, les trois partenaires du programme géreront et mettront en œuvre le programme au sein des communautés cibles, en collaboration avec les parties prenantes locales. Une collaboration active sera instaurée entre les partenaires du programme et les ministères et services gouvernementaux dans les pays respectifs. Les partenaires du programme assureront la coordination avec les CPP du FIDA compétents.
16. À l'échelon communautaire, les organisations des populations autochtones et les communautés locales, avec l'assistance des trois partenaires du programme, seront développées et/ou renforcées grâce à la création de fermes-écoles et au recours à des techniciens locaux ou "aux pieds nus" pour l'apprentissage horizontal. En faisant appel à leurs savoirs traditionnels et en s'appuyant sur leurs structures décisionnelles, les communautés procéderont à l'évaluation, à la programmation et au suivi de la partie du programme qu'elles sont chargées de réaliser, notamment les processus techniques et politiques.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Cette proposition prévoit un financement du FIDA de 1,00 million d'USD, représentant 49% du coût total du programme. Stichting Oxfam Novib assurera un cofinancement d'environ 0,76 million d'USD (37%). Bioversity International contribuera à hauteur de 0,30 million d'USD (15%) pendant la première année du programme.

**Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)**

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Personnel	348	378
Consultants	62	77
Frais de voyage	119	158
Recherche	38	50
Formation et ateliers	77	76
Conférences et réunions	168	147
Équipement	65	51
Publications	28	23
Sous-total	905	960
Appui du programme aux partenaires (coûts indirects)	95	99
Total	1 000	1 059

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	The goal is to uphold, strengthen and mainstream the rights and technical capacities of indigenous peoples and smallholder farmers (IPSHF) in order to influence local to global policies and institutions on the sustainable use of plant genetic resources (PGR) for food security under conditions of climate change (CC).	<ul style="list-style-type: none"> 82,300 households serviced, of which: <ul style="list-style-type: none"> at least 60 percent women; at least 50 percent households use improved seeds; 50 percent households w/ improved food security; Recognition of f IPSHF' role in national and global governance of food systems. 	<ul style="list-style-type: none"> Base line data, progress and evaluation reports; Report on Farmers' Rights (FR) models reflected in The Treaty's resolution; Local or national food insecurity reports. 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> Develop locally appropriate adaptation strategies for food security by bridging traditional knowledge and science on PGR and incorporating local perceptions on climate change; Empower IPSHF to influence local, national, regional and international food, agriculture and climate change policies toward realising the Right to Food (RtF); Strengthen the adaptive capacities of IPSHF in PGR conservation, access and sustainable use, by scaling up successful and/or innovative models. 	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation strategies for food security developed and tested by IPSHF w/ support from scientists; No. of potentially climate resilient PGR tested in IPSFH fields; No. of policy dialogues involving IPSHF; 3 IPSHF priorities elevated to discussions of policy makers at local, national, regional and international levels; resources directly leveraged by the IPSHF. No. of IPSHF trained in PGR management for climate change adaptation; Percentage of communities reached; Scaling up models (3 levels: PGR, farm and ecosystems and at horizontal, vertical, etc.) piloted and adapted. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline data, progress and evaluation and peer review reports; Case studies, evaluation. Process documentation; budget, Submission to e.g. ITPGRFA; National and global policy briefs; learning notes. Project and evaluation reports; peer review, process documentation of scaling up process. 	<p>Potential factors that can affect achievement of objectives include:</p> <ul style="list-style-type: none"> Extreme climatic events; Lack of political will amongst governments, multilateral systems and private sector; Aggressive promotion of monopolistic Intellectual Property Rights; Seed exchanges and seed flow not legally obstructed by seed rules and regulations.
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> Climate Change analysis and its effect on IPSHF farming integrating local perception w/ scientific climate data, including women's perceptions; Tested farming practices and potential climate resilient seeds; Gender sensitive tool for capturing people's climate change perception. Gender sensitive learning modules on sustainable PGRFA management and empowerment approaches; 	<ul style="list-style-type: none"> 3 in depth case studies comparing people's climate change analysis w/ climate data and how this affects their PGRFA management for food production; Percentage of IPSHF testing farming practices adapted for climate change; No. of potentially climate resilient seeds identified by farmers; Percentage of women's feedback on the outputs; 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline data, progress and evaluation and peer review reports; Case studies, evaluation. process documentation; budget, Submission to e.g. ITPGRFA; National and global policy briefs; learning notes. Project and evaluation reports; peer review, process documentation of scaling up 	<ul style="list-style-type: none"> Conducive policy and legal frameworks for gender justice, indigenous peoples rights, Farmers Rights and sustainable agriculture <i>are</i> discussed within relevant climate change and agriculture international processes such as UNFCCC, CBD, ITPGRFA; Most countries adopt and implement the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples (UNDRIP).

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> · Established Farmer Field Schools (FFS) or community organizations for policy analysis and engagement; · Local, national and global policy briefs, including gender approaches to FR and RtF. · Gender sensitive concept and tools for scaling up PGRFA for food security; · Publications of models for scaling up; · Policy makers awareness of scale up models. 	<ul style="list-style-type: none"> · Power and gender analysis integrated in project's policy analysis; · 40-50 percent of FFS organized to confidently engage in policy analysis and dialogues at community levels, 20-40 percent at national levels and 5-10 percent at global levels; · Policy analysis of project reflected in global policy such as the ITPGRFA; · Increased reference to women's role in FR and Rt. FFS and communities' assessments of the concept and tools; · Peer reviews of the concept and tools; · Evaluation of scale up models; · Policy makers participation in dialogues. 	<p>process.</p>	
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> · 1.a. Inception period (fine tuning/gender sensitizing of tools and work plan, review survey results); · 1.b. Joint scientific and IPSHF assessment of climate change trends and traditional PGR coping strategies for food security; · 1.c. Participatory selection and piloting of innovative PGR adaptation strategy integrating traditional and scientific knowledge; · 2.a. Participatory analysis on policy gaps and training needs analysis using gender lens; · 2.b. Learning module developed for capacity development for farmer advocates w/in FFS; · 2.c. Local and global policy reflections and engagement (ordinances, mobilizations, submissions to international bodies); including participatory development of fact sheets and policy narratives; · 3.a. Technical capacity building of IPSHF for management of PGR at different scales 	<ul style="list-style-type: none"> · Most stakeholders committed to implementing projects; gender sensitive tools tested and refined; · Methodologies developed for participatory assessment, 3 country assessment produced; · Assessment and modifications to piloted innovative strategies based on on-ground experiences pilots of innovative strategies; · Identified priority areas / focus of policy advocacy (policy agenda); · No. farmer advocates/ farmer groups trained and actively engaged in policy advocacy; No. of policy forums conducted, policy recommendations/ position papers drafted and submitted/ presented to international bodies; · No. of IPSHF men and women trained and practicing PGR management; · Refined strategies and lessons learned for scaling up; Increased availability of IPHSF produce at market and/or barter; 	<ul style="list-style-type: none"> · Minutes of partners and stakeholders meetings; reports from participatory assessments, documentation on pilots w/ feedback from women; · Minutes of meetings and workshops; decisions, recommendations and plans; documentation of gender issues included in discussions; training reports; documents of submission/ communications to international bodies; · Training, monitoring reports, FFS feedback; · Minutes of meetings, case studies, documentation process, baseline survey; · Protocol document, minutes of meetings, progress report. 	<ul style="list-style-type: none"> · All relevant stakeholders have been included in discussions and planning; stakeholder representatives have adequate clout to enforce/ implement work plans; adequate continuity within the stakeholder institutions; · Reviews have been comprehensive and multi-disciplinary; staff commitment and capacity for gender mainstreaming are consistent; · Advocates have commitment to sustain advocacy activities, and are able to engage appropriate agencies, individuals, stakeholders in policy discussions; · There is adequate commitment among research institutions and CSOs to carry out and sustain pro-poor policy advocacy and development; · Stakeholders are committed to implement and sustain plans for scaling up; · Access to market creates incentive for farmers to conserve and use indigenous PGR; · Demand for local crop varieties and local

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
(genetic, farm and landscape); · 3.b. Development and piloting of pathways for scaling up PGR conservation, access and sustainable use in the 3 countries, including barter trade and market access; · 3.c. Development of biocultural protocol.	· Biocultural protocol discussed and adopted by the partners and ready for sharing and higher level discussions.		market systems are susceptible to influence and change.

PhytoTrade Africa: Programme pour l'atténuation de la pauvreté et la protection de la biodiversité par le commerce de produits biologiques

I. Contexte

1. PhytoTrade Africa a été créée en 2002 comme association pour le commerce de produits naturels en Afrique australe. Les "produits naturels" sont les produits issus de plantes autochtones d'Afrique australe; ils comprennent des denrées alimentaires, des boissons, des huiles et des ingrédients utilisés par les industries alimentaires et cosmétiques.
2. PhytoTrade Africa est une organisation à but non lucratif de type associatif qui représente les entreprises du secteur privé, les organismes de développement, les individus et autres parties intéressées dans huit pays: le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Elle a pour mission d'atténuer la pauvreté et de protéger la biodiversité dans la région à travers le développement d'une industrie non seulement performante sur le plan commercial, mais aussi éthique et durable.
3. L'objectif de PhytoTrade Africa est de réduire la pauvreté et de préserver l'environnement autochtone en Afrique australe à l'aide du commerce de produits naturels. Depuis son lancement en 2001 et jusqu'en 2010, PhytoTrade Africa s'est concentrée sur les aspects liés à l'offre, sur la prestation de services aux communautés et aux membres pour la création de chaînes d'approvisionnement respectueuses de l'environnement, certifiées, traçables et issues du commerce équitable pour les produits naturels, ainsi que sur le respect des normes de transformation, le contrôle qualité et la capacité d'exportation. Le développement de l'assurance qualité, de la transformation des produits, de la commercialisation et des ventes a été obtenu à l'aide de partenariats commerciaux stratégiques et exclusifs avec des entreprises internationales.
4. Cette approche fondée sur le partenariat de la commercialisation de nouveaux ingrédients autochtones sur les marchés à l'exportation a bien fonctionné pendant les premières années. Elle a offert des avantages notamment en termes de droits sur la propriété intellectuelle, d'homologation réglementaire et d'entrée d'ingrédients dans l'Union européenne et a produit de considérables revenus générateurs de croissance sur les ventes pour les récoltants ruraux. Cependant, la crise financière et économique en 2008-2009 a fait ressortir les faiblesses de cette approche et le risque potentiel d'une stagnation du volume des échanges à cause de partenariats commerciaux exclusifs et peu nombreux.
5. Désormais sous une nouvelle direction, PhytoTrade Africa est en transition vers une troisième phase axée davantage sur les aspects commerciaux et financiers. Elle envisage d'élargir le réseau de distribution et de localiser le contrôle qualité des ingrédients cosmétiques afin d'ajouter de la valeur et de renforcer le contrôle sur le positionnement, les prix et les ventes des produits. Par conséquent, elle ciblera spécifiquement le développement d'espèces clés qui produiront des volumes de demande élevés, renforcera l'intégration de nouveaux récoltants au sein de la chaîne d'approvisionnement et se concentrera sur la capacité et la structure financières de ses membres afin de se développer en direction de la demande du marché.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. PhytoTrade Africa a pour objectif de produire des sources de revenu monétaire supplémentaires pour les agriculteurs ruraux pauvres, notamment les femmes, vivant dans des zones de plus en plus marginales, grâce à la commercialisation de

ressources naturelles auxquelles les communautés autochtones ont un accès préférentiel et stratégique. Les revenus supplémentaires ainsi produits devraient aboutir à une amélioration de la sécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, PhytoTrade appuie le développement d'une industrie de produits naturels équitable et durable en Afrique australe. Dans cette optique, elle fait appel à une approche novatrice régie par le marché, destinée à permettre une activité économique durable et à fournir aux populations rurales pauvres un meilleur accès aux marchés mondiaux que celui dont elles disposaient dans le passé. Cette approche cadre avec les principaux objectifs du FIDA visant à offrir des opportunités d'emploi dans les activités rurales non agricoles, à faciliter le développement des entreprises et à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.

7. Le programme établit un lien direct avec tous les produits de la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons:
 - Les activités innovantes seront encouragées et des technologies et approches novatrices seront élaborées à l'appui du groupe cible du FIDA, à travers le développement d'autres sources de revenus issus de la récolte de produits naturels sauvages, l'élaboration de nouvelles technologies de transformation de produits naturels ciblés et la conception de nouveaux produits pour répondre à la demande internationale croissante d'ingrédients alimentaires et cosmétiques éthiques et récoltés dans une optique durable.
 - La sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions présentant une importance pour les populations rurales pauvres seront encouragés par ce groupe cible, et à travers celui-ci, grâce à l'appui donné à la gestion responsable des ressources naturelles dans les forums compétents.
 - La capacité des institutions partenaires sera renforcée pour fournir une gamme de services à l'appui des populations rurales pauvres en passant par des formations parmi les membres de PhytoTrade et les coopératives de récoltants.
 - La capitalisation des expériences, la gestion des savoirs et la diffusion des informations sur des questions relatives à la réduction de la pauvreté rurale seront encouragées parmi les parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional, grâce à l'élaboration de publications par le bénéficiaire du don et à l'organisation d'ateliers et de séminaires pour le partage des savoirs.

III. Le programme proposé

8. Le principal objectif du programme est de contribuer au développement local en permettant aux communautés rurales pauvres d'Afrique australe de produire des revenus supplémentaires grâce au commerce socialement et écologiquement durable de produits naturels. D'ici à la fin de 2015, le programme devrait avoir contribué à:
 - augmenter les revenus des communautés rurales des pays d'Afrique australe participants grâce au commerce de produits naturels autochtones, aboutissant à une augmentation globale des ventes de 0,58 million d'USD à plus de 2 millions d'USD;
 - faire passer le nombre de récoltants ruraux de 10 700 à 26 500;
 - faire progresser les ventes d'ingrédients et de produits de consommation de 1,34 million d'USD à plus de 10 millions d'USD; et

- démontrer l'efficacité de la protection et du développement de la biodiversité par les communautés rurales grâce à la commercialisation de produits naturels autochtones.
9. En 2010, PhytoTrade a adopté une stratégie fondée sur la prestation de services à ses membres reposant sur cinq piliers clés: i) PhytoServices – soutien aux entreprises, au commerce et à l'environnement aux membres de PhytoTrade; ii) PhytoTech – plateforme technologique pour la commercialisation de phyto-ingrédients novateurs; iii) PhytoBranding – conception de marques, marques commerciales et logos de PhytoTrade; iv) PhytoProducts – cadre de conception de produits finis pour les membres et autres; et v) PhytoInvest – un fonds vert ou un fonds de type capital-risque renouvelable pour garantir aux membres la disponibilité de capitaux. Ce projet sera axé sur les piliers suivants: i) PhytoServices et v) PhytoInvest, en mettant à profit les activités de recherche innovantes du pilier ii) PhytoTech.
10. La stratégie du programme sera la suivante:
- cibler les produits naturels en grand volume (poudre de fruit de baobab, mafura, griffe du diable) pour intégrer un plus grand nombre de récoltants dans la chaîne d'approvisionnement;
 - consolider les activités actuelles de distribution en Europe et développer de nouveaux canaux de distribution pour les ingrédients;
 - améliorer l'orientation vers le marché, miser sur les grandes tendances du bien-être, de la santé, de la nature et du commerce équitable et éthique en progressant régulièrement dans le domaine de la certification et en faisant en sorte que les membres répondent aux normes, aux attentes et à la demande du marché;
 - renforcer le positionnement concurrentiel des ingrédients par l'adoption de nouvelles technologies de transformation et de filtration afin d'améliorer la productivité et la qualité et d'abaisser les coûts, ainsi que par l'amélioration de la planification, du contrôle opérationnel et de la gestion financière parmi les membres; et
 - garantir la disponibilité de financements des secteurs public et privé et les investissements dans le secteur des produits naturels en Afrique australe afin de financer l'adoption de technologies, le développement des ingrédients et la création de marques pour les produits finis.
11. Les groupes cibles sont les communautés rurales pauvres d'Afrique australe, notamment celles vivant dans les zones les plus sèches et les plus marginales de la région, qui disposent d'un accès stratégique à d'abondantes ressources naturelles autochtones. Les ressources à disposition, qui dépendent de la fertilité du sol et de la disponibilité d'eau, et la sécurité alimentaire qui en découle, font en sorte que ces groupes figurent parmi les plus vulnérables de la sous-région. Le programme vise à créer des apports de revenus supplémentaires issus d'activités non agricoles, notamment pour les femmes, grâce à la récolte et l'offre de matières premières naturelles destinées à une transformation centralisée pour les marchés locaux et l'exportation.
12. Pour atteindre cet objectif, PhytoTrade œuvrera avec les principaux acteurs industriels tout au long de la filière afin de mettre en place un commerce durable de produits naturels. Cela passera en premier lieu par un travail visant à améliorer les activités de transformation et de fabrication réalisées par les membres ainsi que leur capacité à satisfaire aux normes et aux règles du commerce, pour ensuite fournir un appui aux distributeurs et aux titulaires de marques en matière de positionnement, de commercialisation et de conception de nouveaux produits destinés à être lancés sur le marché.

13. Le programme, qui sera exécuté sur une période de trois ans, comportera cinq grandes composantes:
- i) Développement de la chaîne d'approvisionnement
 - ii) Formation communautaire à la biodiversité
 - iii) Développement du secteur du mafura au Mozambique
 - iv) Expansion du marché
 - v) Amélioration de l'accès aux financements

IV. Produits et avantages escomptés

14. Le programme aboutira aux résultats suivants:
- amélioration de la fiabilité et de la durabilité de la chaîne d'approvisionnement se traduisant par une plus grande confiance du marché;
 - formation des communautés à l'utilisation correcte et à la protection de la biodiversité;
 - réhabilitation du secteur du mafura, détruit par la guerre civile, au Mozambique;
 - amélioration de l'accès des produits nouveaux et existants aux marchés régionaux, nationaux et internationaux; et
 - création d'une réserve de possibilités d'investissement bien documentées et détaillées pour attirer les capitaux vers cette industrie de produits naturels en pleine croissance.

V. Modalités d'exécution

15. Une équipe de gestion du programme sera mise en place au sein de PhytoTrade pour mettre en œuvre le programme. La supervision globale de l'équipe de gestion du programme sera effectuée par un comité de pilotage qui sera nommé et par l'intermédiaire du conseil d'administration de PhytoTrade. PhytoTrade fera également appel à ses experts internes clés, à ses membres et à ses consultants externes pour réaliser les activités prévues dans le cadre de ces composantes.
16. PhytoTrade possède une expertise en matière de suivi-évaluation (S&E), acquise depuis sa création et reconnue comme étant l'une des plus avancées dans le secteur des produits naturels et de la biodiversité. C'est la raison pour laquelle PhytoTrade s'est vu confier des contrats pour fournir une assistance dans la conception de systèmes de S&E. Cette activité est en pleine expansion avec le recrutement de personnel nouveau en 2012 et la promotion d'un axe du programme ciblé sur le S&E. Un plan de travail initial sera préparé et présenté par le chargé de programme avant le premier tirage en juin 2012. Les comptes rendus suivants seront programmés de manière à coïncider avec l'assemblée générale annuelle de PhytoTrade et les réunions des comités de pilotage en parallèle.
17. L'autofinancement sera partiellement réalisé au moyen de commissions sur les ventes d'huiles et de poudre de fruit de baobab, et d'autres commissions seront tirées de la commercialisation de produits biologiques. PhytoTrade recevra diverses commissions sur les ventes locales et sur l'exportation d'ingrédients – dans certains cas sous forme de pourcentage (entre 2% et 5%) et dans d'autres cas selon le calcul d'une valeur fixe par kilogramme. PhytoTrade prévoit de couvrir ses dépenses de fonctionnement au moyen de ses propres revenus d'ici à fin 2015. Les activités de développement devraient être financées à la fois par le soutien des donateurs et par des contrats commerciaux privés. Une commission de 5% sur 10 millions d'USD de ventes produirait ainsi 0,5 million d'USD de revenu pour couvrir les dépenses de fonctionnement de PhytoTrade.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

18. Le tableau ci-après présente la ventilation du budget par type de dépenses. Il convient de noter que le personnel/les consultants directement affectés au programme peuvent être financés par les fonds du don.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Personnel	557 773
Consultants externes	492 272
Frais de voyage et de séjour	146 182
Formation, ateliers et réunions	62 500
Marketing, publications, équipement	125 364
Opérations et frais généraux	115 909
Total	1 500 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To enable local development for poor rural communities in southern Africa through generating supplementary incomes from socially and environmentally sustainable trade of natural products.	Increase annual incomes to rural communities in southern Africa through ethical and sustainable trade in selected indigenous natural products. Estimated result is to reach US\$2,000,000 by end of 2014. Number of primary producers deriving supplementary cash incomes from NPs. Estimated to reach 26,500 by end of 2014	Members' annual statistical returns. External evaluations	
Objectives	Development of an enduring and equitable industry in southern Africa based on natural resources accessible to poor rural communities	Value of ingredient and consumer product sales of members. Estimated result is to reach US\$10,000,000. Number of products developed and marketed. Value added to NPs within the region	Members' statistical returns.	Communities have legal access to primary resources. Communities are willing and able to respond to NP trade opportunities.
Outputs	1. Reach sustainable, diversified, reliable and good quality supply capacity	Trends of supply and demand levels Volume and value of annual trade by primary processors of natural products	Records of orders received and dispatched by members.	Supply of community-sourced NPs is economically viable at prevailing market prices.
	2. Optimize and protect natural resources and ecosystems linked	Numbers and geographical diversity of Baobab products, producers and collectors	Members' statistical returns.	Supply of community-sourced NPs is economically viable at prevailing market prices.
	3. Rehabilitate Mafura oil industry decimated by civil war in Mozambique	Mafura sales and collectors incomes	Members' annual statistics returns	The global trend towards fairly traded Mafura products from Mozambique is sufficiently strong to leverage private sector investment in product R&D.
	4. Support products and markets (local, regional and international) development	Members commercial agreements signed to sale new ingredients	Trade agreements and business plans in place	No adverse events associated with African products occur to provoke restrictive legislation in global markets on African imports.
	5. Facilitate SMEs investments in transformation and commercialization of natural products	Number of investment opportunities amongst PhytoTrade SME members Number of members trainings on trading and business	Records and applications for potential and existing investment partnerships Trainings and training records/reports	The global trend towards fairly traded Natural products from Africa is sufficiently strong to leverage private sector investment in product R&D.

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Key Activities	Training in sustainable harvesting Technical assistance for improved processing Resource inventories and marketing studies Market Outreach	Annual Work Plans and Budgets	Project Reports	Prompt disbursement of funds, grantee compliance with IFAD regulations, availability of funding from co-financiers

Université des Andes: Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine

I. Contexte

1. Environ 27 millions de ménages pauvres des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (LAC) reçoivent des transferts monétaires soumis à conditions (CCT), mobilisant environ 540 millions d'USD chaque mois. Une grande partie d'entre eux sont des ménages ruraux et, par conséquent, des bénéficiaires potentiels de projets de développement rural financés par le FIDA. Les ménages bénéficiant aussi bien de fonds issus de CCT que d'un soutien dans le cadre de projets pourraient trouver d'autres modalités pour gérer leurs ressources si des convergences entre ces sources venaient à se dégager. Par exemple, les CCT pourraient modifier le niveau d'aversion pour le risque des ménages participant à des projets de développement; les ménages pourraient être en mesure de redistribuer le travail et le capital pour bénéficier d'autres opportunités; ou, enfin, de nouvelles activités économiques pourraient apparaître au sein des communautés à la suite de l'injection de capitaux. Par ailleurs, étant donné que les CCT sont généralement destinés aux femmes, ces ressources combinées pourraient avoir des répercussions plus importantes sur le plan de la parité. Si ces synergies se concrétisent, les projets de développement pourraient être plus efficaces dans la réduction de la pauvreté et la promotion du développement rural et les programmes de CCT disposeraient d'un accès à de nouvelles stratégies de retrait ou de reclassement, un défi pour la plupart des programmes de CCT en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'identification de ces opportunités et des modalités selon lesquelles les ménages les utilisent peut fournir des renseignements en vue d'étendre les interventions financées par le FIDA à l'ensemble du système de CCT, de manière à améliorer l'efficacité des ressources pour réduire la pauvreté rurale et la pénurie alimentaire.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

2. Ce programme contribuera à une priorité actuelle du FIDA, qui consiste à identifier et exploiter des mécanismes visant à transposer à plus grande échelle les résultats et les effets de ses travaux. Il examinera des modalités pour créer des relations et des synergies plus solides entre les travaux du FIDA et les programmes de CCT, qui représentent la stratégie de réduction de la pauvreté la plus répandue et la plus largement financée en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce programme contribuera à la mission du FIDA, à savoir permettre aux femmes et aux hommes ruraux de se libérer de la pauvreté. Plus précisément, il contribuera aux objectifs stratégiques du FIDA visant à améliorer l'accès aux services en vue de réduire la pauvreté, améliorer la nutrition, augmenter les revenus et renforcer la capacité d'adaptation dans un environnement en évolution, et à permettre aux milieux institutionnels et politiques de soutenir la production agricole ainsi que toute la gamme d'activités non agricoles connexes. Le programme contribuera en outre à la réalisation des objectifs de la Politique révisée du FIDA en matière de dons, notamment à l'obtention des résultats a), b) et d) (voir le paragraphe 5 du rapport principal).

III. Le programme proposé

3. Le principal objectif du programme est de renforcer l'impact des interventions soutenues par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes en créant des synergies avec les programmes de CCT, qui intéressent des dizaines de millions de personnes rurales pauvres dans l'ensemble de la région, et en facilitant la transposition de ces interventions à plus grande échelle. Les objectifs du programme sont les suivants: i) décrire et comprendre les mécanismes à l'origine

d'effets synergiques existants ou potentiels entre les projets de développement rural tels que ceux financés par le FIDA et les programmes de CCT; ii) informer les responsables politiques à l'échelon de quatre pays, et au sein des organisations internationales, qui fournissent des financements destinés aux projets de CCT et de développement rural, sur les possibilités de créer des effets synergiques entre les programmes de CCT et des projets de développement rural tels que ceux financés par le FIDA, ainsi que sur les autres modèles de conception de programmes possibles afin de valoriser et d'exploiter ces effets; iii) fournir des informations en retour et renforcer la capacité des CPP et des équipes de pays à exploiter pleinement les avantages des effets synergiques potentiels entre les projets financés par le FIDA et les programmes de CCT.

4. Le groupe cible sera composé de ménages ruraux pauvres et vulnérables bénéficiaires de programmes de CCT et/ou de projets financés par le FIDA, des banques multilatérales de développement, des donateurs, etc., dans quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
5. Le programme durera trois ans et sera réalisé à deux niveaux:
 - **Premier niveau.** Une évaluation sera menée dans quatre pays (Colombie, El Salvador, Guatemala et Pérou) et sera suivie par une activité de promotion des politiques.
 - **Second niveau.** Le programme opérera dans trois pays de la région où les programmes de CCT sont nettement plus consolidés (Brésil, Chili et Mexique) et identifiera les enseignements à tirer de leur expérience et à partager avec les pays concernés par le premier niveau.

IV. Produits et avantages escomptés

6. Le produit escompté du programme est l'adaptation du modèle de conception des programmes de CCT et des projets de développement rural afin de promouvoir et d'exploiter les effets synergiques. Les résultats seront les suivants:
 - Production de sept rapports nationaux analysant les synergies et les relations entre les programmes de CCT et les projets financés par le FIDA dans les pays sélectionnés et proposition de lignes directrices et de recommandations sur la conception de programmes et de projets
 - Création de quatre groupes de référence politiques avec les parties prenantes nationales dans les pays concernés par le premier niveau, qui examineront systématiquement les opportunités et les enjeux pour obtenir une meilleure intégration et une plus forte complémentarité entre les programmes de CCT et les projets de développement rural
 - Recommandations aux responsables politiques des programmes de CCT et des projets de développement rural ainsi qu'aux responsables de programme, portant notamment sur des stratégies intégrées permettant de réaffecter les budgets et autres ressources afin que les produits et l'impact des programmes et des projets soient plus durables dans le temps, en offrant ainsi des "options de retrait" meilleures et plus nombreuses pour les deux types d'interventions
 - Renforcement des capacités des CPP des pays sélectionnés grâce aux enseignements tirés au cours du programme en matière de conception et de mise en œuvre des activités
 - Création d'un réseau pour diffuser les informations relatives au programme (à partir du site web du programme), et information des parties prenantes sur les résultats obtenus lors des différentes phases du programme.

V. Modalités d'exécution

7. Le programme sera géré par l'Université des Andes, par le biais de son Centre d'études sur le développement économique (CEDE). Le CEDE sera chargé de présenter les plans de travail et budgets annuels ainsi que les rapports techniques et financiers au FIDA. Pour garantir la qualité des résultats, un comité scientifique, composé d'experts de haut niveau d'institutions reconnues aux États-Unis et en Europe, sera mis en place, et une institution présentant des caractéristiques spécifiques sera choisie dans chacun des pays sélectionnés pour l'analyse. Au sein de chaque organisme d'exécution, un responsable sera nommé pour procéder au suivi du sous-projet correspondant et fournir des informations pour le rapport annuel faisant le point sur les réussites et les échecs qui sera produit par le CEDE.
8. Le programme sera supervisé par le Spécialiste en développement rural pour l'Amérique latine et les Caraïbes, avec la participation active des CPP.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

9. Le coût total du programme sera de 2,10 millions d'USD, dont 1,75 million d'USD (82,6%) seront financés par le FIDA, la somme de 0,37 million d'USD restante (17,4%) étant cofinancée par l'Université des Andes et les organismes d'exécution dans les pays sélectionnés.
10. Une provision sera constituée pour un financement rétroactif jusqu'à 0,10 million d'USD, destiné à couvrir les dépenses initiales engagées pendant la période entre l'approbation par le Conseil d'administration et l'admissibilité du décaissement.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	39,00	0
Services professionnels/consultants	1 077,72	327,19
Frais de voyage	103,00	0
Équipement	21,94	21,94
Dépenses de fonctionnement	280,08	20,25
Frais généraux	228,26	0
Total	1 750,00	369,37

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To enhance the impact of IFAD's operations in LAC (and similar projects) by supporting synergies with CCT programs reaching tens of millions of rural poor throughout the region and facilitating scaling up of interventions.	Four programs or projects revised to include formulated recommendations	Reports discussed and submitted to agencies with the recommendations proposed.	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> To identify mechanisms for synergistic effects between IFAD-RD projects and CCT programs. To inform policy makers on these synergistic effects. To provide feedback and build capacity within IFAD's CPMs and country teams, to take greater advantage of synergistic effects. 	<ul style="list-style-type: none"> Four reports from first-level countries and three from second-level countries with the identification of mechanisms for multipliers effects. Three workshops with policy makers and key stakeholders to discuss effects. Four sets of recommendations discussed and submitted to agencies. 	Reports, workshops and recommendations are verifiable through the annual reports submitted by U of Andes.	Policy makers are willing to listen to results and debate policy recommendations. Executing institutions have the technical abilities and the adequate relationship with government agencies.
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> National reports identifying the synergies and connections between CCT programs and IFAD-RD projects and recommendations for improving design of these program and projects. Policy reference groups with national stakeholders that will discuss opportunities and challenges of greater integration between CCT programs and RD projects. Recommendations to CCT and rural development policy decision-makers and program managers about integrated strategies that reallocate resources so that program and project outcomes and impacts are more effective in reducing rural poverty 	<ul style="list-style-type: none"> Seven of reports with rigorous analysis and satisfying the objectives of the project. Four policy reference groups consolidated and aware of the opportunities and challenges emerged from the interaction between CCT programs and IFAD-RD projects. Recommendations at country level for policy making and adjustment or re-design of CCT programs at graduation and IFAD-RD projects 	Reports, workshops and recommendations are verifiable through the annual reports submitted by U of Andes.	Policy makers are willing to listen to results and debate policy recommendations. Executing institutions have the technical abilities and the adequate relationship with government agencies.
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Workshops Policy dialogue and participation of policy makers 	<ul style="list-style-type: none"> Three workshop organized and with memories consolidated Four dialogue groups established 	Reports, workshops and recommendations are verifiable through the annual reports	Policy makers are willing to listen to results and debate policy recommendations.

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation of results and policy recommendations • Final document consolidation • Dissemination 	<ul style="list-style-type: none"> • One international seminar for discussion of final results • A web page with information from the project 	submitted by U of Andes.	Executing institutions have the technical abilities and the adequate relationship with government agencies.